

Rapport annuel Jahresbericht

—
2024



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Ministère public MP
Staatsanwaltschaft StA**

Table des matières

1.1	Rapport sur l'activité du Ministère public pour l'année 2024	4
1.1.1	Partie générale	4
1.1.2	Partie statistique	6
1.1.3	Tableaux statistiques	11
1.1	Bericht über die Tätigkeit der Staatsanwaltschaft im Jahre 2024	13
1.1.1	Allgemeines	13
1.1.2	Statistischer Teil	15
1.1.3	Statistische Tabelle	20

Introduction

Au Conseil de la magistrature

Monsieur le Président du Conseil de la magistrature,
Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil de la magistrature,

Nous avons l'honneur de vous adresser ci-après le rapport sur l'administration du Ministère public du canton de Fribourg pour l'année 2024 et confirmons que les données statistiques présentées dans ce rapport sont correctes.

Fribourg, le 24 janvier 2025

Fabien Gasser
Procureur général

Raphaël Brenta
Greffier-chef

1.1 Rapport sur l'activité du Ministère public pour l'année 2024

1.1.1 Partie générale

1.1.1.1 Remarques générales

Comme annoncé dans les derniers rapports annuels, le Ministère public a connu une année 2024 chargée à l'extrême. Il a pu compter sur l'abnégation de son personnel et sur des appuis ponctuels pour accomplir un exercice correct au niveau des liquidations. En novembre, trois ateliers destinés à dégager toutes les possibilités de gain de temps et d'efficacité ont réuni la quasi-totalité du personnel. 52 propositions ont été retenues, dont 5 ont déjà pu être mises en œuvre. La tâche de la Direction du Ministère public sera de toutes les mettre en œuvre progressivement en 2025.

L'une des mesures identifiées est la réduction du rapport annuel à sa portion congrue. Le présent rapport en est la mise en œuvre. Il sera uniquement relevé ici que la greffière-chef Isabelle Chablais a quitté ses fonctions pour suivre son époux élu Juge auprès de la Cour européenne des droits de l'Homme à Strasbourg et qu'elle a été remplacée dès le 1^{er} octobre par Blaise Toffel. La greffière Sophie Moeschler a, pour la deuxième fois après 2023, assumé un mandat de procureure ad hoc en remplacement d'un collègue qui a dû subir une intervention chirurgicale sans gravité.

Le Ministère public a hâte de pouvoir recruter la 16^{ème} cellule judiciaire qui lui a été accordée avec l'adoption du budget 2025. Il espère que ce renforcement permettra à tout le personnel de reprendre son souffle.

1.1.1.2 Le personnel

1.1.1.2.1 Les procureur-e-s

Ressources en magistrat/e/s - équivalents plein temps EPT au 31.12.

Nom/Prénom	Fonction	2022	2023	2024
Gasser Fabien	Procureur général	1	1	1
Bourquin Raphaël	Procureur général adjoint	1	1	1
Chocomeli-Lisibach Alessia	Procureure générale adjointe	1	1	1
Amara Stéphanie	Procureure	0.8	0.8	0.8
Aubry Julien	Procureur	1	1	1
Barboni Philippe	Procureur	1	1	1
Bugnon Marc	Procureur	1	1	1
Chardonnens Sandrine	Procureure	1	1	1
Chassot Frédéric	Procureur	1	1	1
Christinaz Catherine	Procureure	1	1	1
Dieu Bach Christiana	Procureure	1	1	1
Genoud Patrick	Procureur	0.8	0.8	0.8
Hauser Liliane	Procureure	1	1	1
Hurni Sonja	Procureure	0.8	0.8	0.8
Moschini Laurent	Procureur	1	1	1
Total		14.4	14.4	14.4

S'agissant des fonctions d'enseignement ou de chargé-e-s de cours respectivement des mandats des procureur-e-s dans des commissions et des groupes de travail, renvoi est fait au rapport du Ministère public pour l'année 2023, avec

la précision que Alessia Chocomeli a remplacé Sonja Hurni au comité de l'Association fribourgeoise des magistrats de l'ordre judiciaire (AFM).

1.1.1.2.2 La Direction du Ministère public

En 2024, la Direction a mis sur pied plusieurs formations à l'attention des procureur-e-s, des greffiers-ères et/ou des collaborateurs-trices du Ministère public. Outre des mini-formations qui ont permis de présenter la fondation REPR¹ et ses activités, de parfaire ses connaissances avec l'outil informatique « MS Teams » et dispensées par JUS-TIC², de bénéficier d'une description de la prestation d'évaluation préliminaires des risques que proposent les criminologues de OutSiders, la Direction a organisé une journée entière de formation sur des sujets hétéroclites (gendarmerie et accident, psychiatrie, droits de l'enfant, association EX-expression, police de sûreté et cyber). Finalement, le domaine de l'entraide judiciaire présenté par l'Office fédéral de la justice respectivement les nouveaux outils en matière de surveillance téléphoniques par la police de sûreté ont complété les formations mises sur pied par la Direction.

En cours d'année, le Ministère public a aussi été sollicité à 19 reprises pour se déterminer dans le cadre de consultations législatives fédérales ou cantonales ainsi que sur des questions de députés. Il a déposé des observations détaillées dans six cas. Enfin, le ministère public a répondu aux sollicitations des médias (152 en 2024 contre 165 en 2023), et il a rédigé et diffusé six communiqués de presse (cinq en 2023).

1.1.1.2.3 Les collaborateurs-trices administratifs (greffe et secrétariat)

Équivalents plein temps EPT au 31.12.	2022	2023	2024
Total EPT Greffiers/ères (postes permanents)	15.6	15.6	15.7
Total EPT Conseiller/ère économique	1.3	1.3	1.3
Total EPT Stagiaires juristes	5	5	4
Total EPT Collaborateur/trices administratifs (postes permanents)	18	18.5	18.6
Total EPT Apprenti/es collaborateur/trices administratifs	2	3	3
Total	41.9	43.4	42.6

1.1.1.2.4 Le service comptable

En 2024, le service comptable du Ministère public a accordé 2109 (2240 en 2023³) paiements par acomptes, il a effectué 6059 (5263) rappels et 1182 (1142) rappels de solde, il a requis 381 (351) poursuites.

Le montant des amendes facturées s'élève pour l'année 2024 à CHF 8153458.72 (CHF 7555758.07) alors qu'il avait été budgétisé à CHF 7663000.00 (CHF 7663000.00). Quant au montant encaissé par les conversions d'amende, il s'est établi à CHF 1'514'387.28 (CHF 1184888.18).

1.1.1.3 Défis et perspectives

En 2025 aura lieu l'élection du nouveau procureur général ou de la nouvelle procureure générale, ainsi que l'élection ou la réélection des adjoint-e-s. Cela induira une période de transition qui constituera à n'en pas douter l'un des défis majeurs, sans compter la mise en fonction de la 16^{ème} cellule judiciaire, le déploiement des mesures identifiées en novembre 2024 ou encore la progression de la digitalisation.

¹ www.repr.ch (pour les familles à l'épreuve du pénal).

² Centre de compétences digitales des autorités judiciaires.

³ Le chiffre entre parenthèses renvoie toujours à l'année 2023 dans ce chapitre.

1.1.2 Partie statistique

1.1.2.1 En général

	2022	2023	2024
Procédures pendantes au 01.01.	4547	5277	5257
Procédures enregistrées ⁴ durant l'année (du 01.01. au 31.12.)	15283	16188	17455
Liquidations durant l'année (du 01.01. au 31.12.)	14699	15953	16377
Procédures pendantes au 31.12.	5277	5257	5541
dont anciennes procédures sous la compétence du/de la procureur/e ⁵	790	842	911

1.1.2.2 Procédures enregistrées et pendantes

1.1.2.2.1 Procédures enregistrées

Répartition des procédures enregistrées	2022	2023	2024
Procédures ordinaires contre des prévenu/e/s majeur/e/s	15272	16176	17440
Procédures du TPM avec participation des procureur/e/s des mineurs	5	4	13
Procédures du/de la juge d'application des peines ⁶	6	8	2
Total	15283	16188	17455

	2022	2023	2024
Procédures enregistrées contre auteur/e/s connu/e/s	13672	14441	15531
Procédures enregistrées contre auteur/e/s inconnu/e/s	1611	1747	1924

	2022	2023	2024
Procédures enregistrées en français	13062 (85.47%)	14047 (86.77%)	15429 (88.39%)
Procédures enregistrées en allemand	2221 (14.53%)	2141 (13.23%)	2026 (11.61%)

⁴ Dans toutes les statistiques présentées ci-après, une unité correspond à une personne prévenue ; il est cependant possible qu'un même dossier physique concerne plusieurs personnes prévenues.

⁵ Soit ouvertes depuis plus de 12 mois.

⁶ Ci-après JAP.

1.1.2.2.2 Procédures pendantes

	2022	2023	2024
en instruction (sous la compétence du/de la procureur/e)	5064	5031	5336
suspendues (art. 314 al. 1 let. b à d CPP)	213	226	205
Total	5277	5257	5541

1.1.2.2.3 Anciennes procédures pendantes

	2022	2023	2024
Anciennes procédures pendantes devant le/la procureur/e, soit enregistrées depuis plus de 12 mois	790 (dont 87 suspendues)	842 (dont 116 suspendues)	911 (dont 128 suspendues)

Procédures pendantes devant les procureur/e/s, ouvertes au 31.12.2024, de l'année :

2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Total
2	1	4	9	13	15	36	56	84	167	524	911

1.1.2.3 Procédures renvoyées devant une autre instance ou liquidées

1.1.2.3.1 En général

	2022	2023	2024
Ordonnances de non entrée en matière	1547	1560	1709
dont les cas de levée de corps	149	159	159
Ordonnances de suspension	945	1083	1291
Ordonnances de classement	826	835	887
Ordonnances pénales	9398	10724	10725
Actes d'accusation	406	358	430
Confiscations indépendantes	0	0	0
Décisions ultérieures au jugement (JAP)	11	6	6
Décisions de dessaisissement	702	838	946
Décisions de renvoi au préfet (sauf pour tentative légale de conciliation)	1	7	2
Décisions de renvoi à la Police cantonale	273	283	253
Ordonnances de conversion (peine pécuniaire ou amende)	2651	3566	4297
Commissions rogatoires nationales	23	32	24
Commissions rogatoires internationales	115	110	110
Classements sans suite	114	117	422

1.1.2.3.2 Ordonnances pénales

Ordonnances pénales et de conversion	2022	2023	2024
Ordonnances pénales définitives	8949	10293	10317
Ordonnances pénales frappées d'opposition et renvoyées au/à la juge de police	449	431	408
Total	9398	10724	10725

1.1.2.3.3 Actes d'accusation

	2022	2023	2024
Actes d'accusation avec renvoi au/à la juge de police	232	215	233
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	78	55	87
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	8	1	4
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	6	5	6
Actes d'accusation selon procédure simplifiée	82	82	100
avec renvoi au Tribunal pénal économique	0	0	0
Total	406	358	430

1.1.2.3.4 Décisions ultérieures au jugement

Ordonnances du JAP	2022	2023	2024
Ordonnances JAP définitives	11	6	6
Oppositions aux ordonnances du JAP	0	0	0
Total	11	6	6

1.1.2.3.5 Durée de la procédure jusqu'à sa liquidation

Ordonnances de non entrée en matière, de suspension, de classement et pénales définitives	2022	2023	2024
0 à 1 mois	16.29%	16.8%	24.99%
1 à 2 mois	24.16%	26.83%	21.99%
2 à 3 mois	19.08%	16.27%	15.18%
3 à 6 mois	25.28%	23.8%	22.85%
6 à 12 mois	10.26%	11.55%	9.94%
12 à 18 mois	2.78%	2.57%	2.75%
18 à 24 mois	0.93%	0.9%	0.99%
24 à 36 mois	0.69%	0.64%	0.46%
Plus de 36 mois	0.53%	0.64%	0.85%

1.1.2.3.6 Ordonnances par type d'infractions⁷

Ordonnances de non entrée en matière, de suspension, de classement et pénales définitives	2022	2023	2024
Infractions contre la vie (art. 111ss CP)	16	21	11
dont les cas d'homicide par négligence (art. 117 CP)	14	16	9
Infractions contre l'intégrité corporelle (art. 122ss CP)	976	1202	947
dont les cas retenant notamment des infractions violentes (art. 122, 133 et 134 CP)	58	69	53
Infractions contre le patrimoine (art. 137ssCP)	2394	3170	3549
Infractions contre l'intégrité sexuelle (art. 187ssCP)	147	211	211
dont les cas retenant notamment l'infraction de pornographie (art. 197 CP)	33	29	21
Autres infractions du code pénal	3435	4123	4100
Infractions à la loi fédérale sur la circulation routière	4977	4757	5047
Infractions à la loi fédérale sur les stupéfiants	1095	1562	1544
dont les cas retenant notamment la consommation de stupéfiants (art. 19a LStup)	976	1135	1158
Infractions à la loi fédérale sur le transport des voyageurs	2762	3658	3794
Autres infractions à d'autres lois spéciales ⁸	2831	3512	3302
Infractions « Covid-19 »	54	0	0

1.1.2.4 Détention provisoire

	2022	2023	2024
Nombre de personnes en détention provisoire	197	211	214
Nombre de jours de détention	22444	17249	23571

1.1.2.5 Recours

Recours interjetés par les procureur/e/s	2022	2023	2024
Nombre de recours interjetés par les procureur/e/s devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	14	5	11
Nombre de recours interjetés par les procureur/e/s devant le Tribunal fédéral	4	12	1

1.1.2.6 Défenseurs

	2022	2023	2024
Nombre de désignations d'un/e défenseur/e d'office ou d'un/e mandataire gratuit/e,	404	367	416
dont selon le tournus	50	40	55

⁷ Compte tenu du cumul d'infractions, une même ordonnance peut être comptabilisée plusieurs fois.

⁸ Loi d'application du code pénal, loi fédérale sur les étrangers, loi fédérale sur les armes, etc.

Le ou la défenseur-e nécessaire choisi-e par la personne prévenue n'est pas inclus-e dans le tournus (cf. Directive n° 1.7 du procureur général du 12 janvier 2011 relative à la désignation des avocats, chiffre 5) ; cette règle justifie qu'il soit établi une distinction entre le nombre total de désignation et celui selon le tournus.

1.1.2.7 Contrôle du ou de la procureur-e général-e

Contrôles préalables et postérieurs des ordonnances rendues par les procureur/e/s, les préfets et les président/e/s du Tribunal pénal des mineurs	2022	2023	2024
Nombre de refus d'approbation aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	1	0	0
Nombre d'oppositions aux ordonnances pénales	0	7	1

Annexe

1.1.3 Tableaux statistiques

	2022	2023	2024
Procédures enregistrées	15283	16188	17455
Procédures enregistrées contre auteur/e/s connu/e/s	13672	14441	15531
Procédures enregistrées contre auteur/e/s inconnu/e/s	1611	1747	1924
Procédures enregistrées en français	13062	14047	15429
Procédures enregistrées en allemand	2221	2141	2026
Procédures enregistrées et ordinaires	15272	16176	17440
Procédures enregistrées et impliquant la participation des procureur/e/s des mineurs devant le Tribunal des mineurs	5	4	13
Procédures enregistrées du/de la juge d'application des peines	6	8	2

	2022	2023	2024
Procédures pendantes	5277	5257	5541
Procédures pendantes qui sont suspendues (art. 314 al. 1 let. b à d CPP)	213	226	205

	2022	2023	2024
Ordonnances de non entrée en matière	1547	1560	1709
Ordonnances de classement	826	835	887
Ordonnances de suspension	945	1083	1291
Confiscations indépendantes	0	0	0
Décisions de dessaisissement, y compris envers les Préfectures	703	845	948
Commissions rogatoires nationales	23	32	24
Commissions rogatoires internationales	115	110	110
Ordonnances pénales définitives	8949	10293	10317
Ordonnances pénales frappées d'opposition et renvoyées au/à la juge de police	449	431	408
Ordonnances de conversion de peines pécuniaires ou d'amendes	2651	3566	4297

	2022	2023	2024
Acte d'accusation avec renvoi au/à la juge de police	232	215	233
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	78	55	87
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	8	1	4
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	6	5	6
Acte d'accusation, procédure simplifiée	82	82	100

	2022	2023	2024
Ordonnances définitives du/de la juge d'application des peines	11	6	6
Ordonnances frappées d'opposition du/de la juge d'application des peines	0	0	0

	2022	2023	2024
Nombre de personnes en détention provisoire	197	211	214
Nombre de jours de détention	22444	17249	23571

	2022	2023	2024
Nombre de recours interjetés par les procureur/e/s devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	14	5	11
Nombre de recours interjetés par les procureur/e/s devant le Tribunal fédéral	4	12	1

	2022	2023	2024
Nombre de refus d'approbation du/de la procureur/e général/e aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	1	0	0
Nombre d'opposition du/de la procureur/e général/e aux ordonnances pénales	0	7	1

Fribourg, le 24 janvier 2025

Fabien Gasser
Procureur général

Raphaël Brenta
Greffier-chef

1.1 Bericht über die Tätigkeit der Staatsanwaltschaft im Jahre 2024

1.1.1 Allgemeines

1.1.1.1 Allgemeine Bemerkungen

Wie in den letzten Jahresberichten angekündigt, war 2024 ein äusserst arbeitsintensives Jahr für die Staatsanwaltschaft. Sie konnte sich auf die Selbstlosigkeit ihres Personals und auf punktuelle Unterstützung verlassen, um das Jahr ordnungsgemäss abzuschliessen. Im November fanden drei Workshops zur Ermittlung aller Zeitgewinnungs- und Effizienzmöglichkeiten statt, an denen fast das gesamte Personal teilnahm. 52 Vorschläge wurden aufgenommen, von denen 5 bereits umgesetzt werden konnten. Die Aufgabe der Direktion der Staatsanwaltschaft wird es sein, diese bis 2025 schrittweise zu implementieren.

Eine der gewählten Massnahmen ist die deutliche Kürzung des Jahresberichts, welche mit dem vorliegenden Bericht umgesetzt wird. Es sei hier nur erwähnt, dass die Chefgerichtsschreiberin Isabelle Chablais ihre Tätigkeit beendete, um ihrem Ehemann, der zum Richter am Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte in Strassburg gewählt wurde, zu folgen, und dass sie ab dem 1. Oktober durch Blaise Toffel ersetzt wurde. Die Gerichtsschreiberin Sophie Moeschler übernahm zum zweiten Mal nach 2023 ein Mandat als Ad-hoc-Staatsanwältin, um einen Kollegen zu vertreten, der sich einem nicht schwerwiegenden chirurgischen Eingriff unterziehen musste.

Die Staatsanwaltschaft freut sich auf die Einführung der 16. Justizzelle, die mit der Annahme des Budgets 2025 bewilligt wurde. Sie hofft, dass diese Verstärkung allen Mitarbeitenden eine Verschnaufpause ermöglicht.

1.1.1.2 Das Personal

1.1.1.2.1 Die Staatsanwältinnen und Staatsanwälte

Ressourcen Magistratspersonen - Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.

Name/Vorname	Funktion	2022	2023	2024
Gasser Fabien	Generalstaatsanwalt	1	1	1
Bourquin Raphaël	Stellvertretender Generalstaatsanwalt	1	1	1
Chocomeli-Lisibach Alessia	Stellvertretende Generalstaatsanwältin	1	1	1
Amara Stéphanie	Staatsanwältin	0.8	0.8	0.8
Aubry Julien (Schmutz Jean-Frédéric bis zum 30.04.2023)	Staatsanwalt	1	1	1
Barboni Philippe	Staatsanwalt	1	1	1
Bugnon Marc	Staatsanwalt	1	1	1
Chardonens Sandrine	Staatsanwältin	1	1	1
Chassot Frédéric	Staatsanwalt	1	1	1
Christinaz Catherine	Staatsanwältin	1	1	1
Dieu Bach Christiana	Staatsanwältin	1	1	1
Genoud Patrick	Staatsanwalt	0.8	0.8	0.8
Hauser Liliane	Staatsanwältin	1	1	1
Hurni Sonja	Staatsanwältin	0.8	0.8	0.8
Moschini Laurent	Staatsanwalt	1	1	1
Total		14.4	14.4	14.4

Hinsichtlich der Lehrtätigkeiten und der Mandate der Staatsanwältinnen und Staatsanwälte in Kommissionen und Arbeitsgruppen wird auf den Bericht der Staatsanwaltschaft für das Jahr 2023 verwiesen, mit der Präzisierung, dass Alessia Chocomeli Sonja Hurni im Vorstand der Freiburger Vereinigung der Richterinnen und Richter (FVR) ersetzt hat.

1.1.1.2.2 Die Direktion der Staatsanwaltschaft

Im Jahr 2024 organisierte die Direktion mehrere Schulungen für Staatsanwältinnen und Staatsanwälte, Gerichtsschreiber/-innen und/oder Mitarbeitende der Staatsanwaltschaft. Neben Minischulungen, in denen die REPR⁹-Stiftung und ihre Aktivitäten vorgestellt wurden, die Kenntnisse im Umgang mit dem Computertool «MS Teams» durch JUS-TIC¹⁰ erweitert wurden und eine Beschreibung der vorläufigen Risikobewertung durch die Kriminologen von OutSiders gegeben wurde, organisierte die Direktion eine ganztägige Schulung zu verschiedenen Themen (Gendarmerie und Unfall, Psychiatrie, Kinderrechte, Verein EX-pression, Kriminalpolizei und Cyber). Schliesslich ergänzten der vom Bundesamt für Justiz vorgestellte Bereich der Rechtshilfe und die von der Kriminalpolizei vorgestellten neuen Instrumente der Telefonüberwachung die von der Direktion organisierten Schulungen.

Im Laufe des Jahres wurde die Staatsanwaltschaft 19 Mal gebeten, im Rahmen von eidgenössischen oder kantonalen Vernehmlassungen sowie zu Fragen von Abgeordneten Stellung zu nehmen. In sechs Fällen reichte sie ausführliche Stellungnahmen ein. Zudem antwortete die Staatsanwaltschaft auf Anfragen der Medien (152 im Jahr 2024 gegenüber 165 im Jahr 2023) und verfasste und veröffentlichte sechs Medienmitteilungen (fünf im Jahr 2023).

1.1.1.2.3 Die Mitarbeitenden (Gerichtsschreiberei und Sekretariat)

Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.	2022	2023	2024
Total VZÄ Gerichtsschreiber/innen (Festanstellung)	15.6 ¹¹	15.6	15.7
Total VZÄ Wirtschaftsberater/in	1.3	1.3	1.3
Total VZÄ Juristische Praktikantinnen/Praktikanten	5	5	4
Total VZÄ Verwaltungsmitarbeitende (Festanstellung)	18	18.5	18.6
Total VZÄ Auszubildende Verwaltungsmitarbeitende	2	3	3
Total	41.9	43.4	42.6

1.1.1.2.4 Die Buchhaltungsabteilung

Im Jahr 2024 gewährte der Buchhaltungsdienst der Staatsanwaltschaft 2109 (2240 im Jahr 2023¹²) Ratenzahlungen, erstellte 6059 (5263) Mahnungen und 1182 (1142) Saldomahnungen und beantragte 381 (351) Betreibungen.

Der Betrag der in Rechnung gestellten Bussen beläuft sich für das Jahr 2024 auf CHF 8153458.72 (CHF 7555758.07), während er mit CHF 7663000.00 (CHF 7663000.00) budgetiert war. Der durch die Umwandlung von Bussen eingenommene Betrag belief sich auf CHF 1'514'387.28 (CHF 1184888.18).

1.1.1.3 Herausforderungen und Perspektiven

Im Jahr 2025 findet die Wahl des neuen Generalstaatsanwalts oder der neuen Generalstaatsanwältin sowie die Wahl oder Wiederwahl der Stellvertreter/-innen statt. Damit einher geht eine Übergangsphase, die zweifellos eine der

⁹ www.repr.ch (für Familien in strafrechtlichen Angelegenheiten).

¹⁰ Fachstelle für Digitalkompetenz der Gerichtsbehörden.

¹¹ In den Jahren 2020 und 2021 erwähnte der Bericht eine befristete Stelle als Gerichtsschreiber, die aus einem ausserordentlichen Budget finanziert wurde.

¹² Die Zahl in Klammern bezieht sich in diesem Abschnitt immer auf das Jahr 2023.

grössten Herausforderungen darstellen wird. Hinzu kommen die Inbetriebnahme der 16. Justizzelle, die Umsetzung der im November 2024 beschlossenen Massnahmen sowie die fortschreitende Digitalisierung.

1.1.2 Statistischer Teil

1.1.2.1 Im Allgemeinen

	2022	2023	2024
Am 01.01. hängige Verfahren	4547	5277	5257
Im Verlauf des Jahres eingetragene Verfahren ¹³	15283	16188	17455
Im Verlauf des Jahres erledigte Verfahren	14699	15953	16377
Am 31.12. hängige Verfahren	5277	5257	5541
davon alte Verfahren unter der Zuständigkeit der Staatsanwältin/des Staatsanwalts ¹⁴	790	842	911

1.1.2.2 Eingetragene und hängige Verfahren

1.1.2.2.1 Eingetragene Verfahren

Verteilung der eingetragenen Verfahren	2022	2023	2024
Verfahren gegen erwachsene Beschuldigte	15272	16176	17440
Verfahren vor dem Jugendstrafergericht mit Teilnahme der Jugendstaatsanwältin/des Jugendstaatsanwalts	5	4	13
Verfahren der Strafvollzugsrichterin/des Strafvollzugsrichters	6	8	2
Total	15283	16188	17455

	2022	2023	2024
Verfahren gegen bekannte Täterschaft	13672	14441	15531
Verfahren gegen unbekannte Täterschaft	1611	1747	1924

	2022	2023	2024
französischsprachige Verfahren	13062 (85.47%)	14047 (86.77%)	15429 (88.39%)
deutschsprachige Verfahren	2221 (14.53%)	2141 (13.23%)	2026 (11.61%)

¹³ In allen nachfolgenden statistischen Zahlen entspricht eine Einheit einer beschuldigten Person. Es ist indessen möglich, dass sich in einem physischen Strafdossier mehrere Beschuldigte zusammengefasst wiederfinden.

¹⁴ d.h. offen seit mehr als 12 Monaten.

1.1.2.2.2 Hängige Verfahren

	2022	2023	2024
in Untersuchung (unter der Zuständigkeit der Staatsanwältin/des Staatsanwalts),	5064	5031	5336
sistiert (Art. 314 Abs. 1 Bst. b bis d StPO)	213	226	205
Total	5277	5257	5541

1.1.2.2.3 Ältere hängige Verfahren

	2022	2023	2024
Verfahren unter der Zuständigkeit der Staatsanwältin/des Staatsanwalts, die vor mehr als 12 Monaten eröffnet wurden	790 (davon 87 suspendierte Verfahren)	842 (davon 116 suspendierte Verfahren)	911 (davon 128 suspendierte Verfahren)

Am 31.12.2024 offene Verfahren unter der Zuständigkeit der Staatsanwältin/des Staatsanwalts, nach Jahr der Verfahrenseröffnung:

2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Total
2	1	4	9	13	15	36	56	84	167	524	911

1.1.2.3 Einer anderen Instanz überwiesene oder erledigte Verfahren

1.1.2.3.1 Im Allgemeinen

	2022	2023	2024
Nichtanhandnahmeverfügungen	1547	1560	1709
davon Fälle von Leichenhebungen	149	159	159
Sistierungsverfügungen	945	1083	1291
Einstellungsverfügungen	826	835	887
Strafbefehle	9398	10724	10725
Anklageschriften	406	358	430
selbständige Einziehungsverfahren	0	0	0
selbständige nachträgliche Entscheidungen	11	6	6
Unzuständigkeitsentscheide	702	838	946
Übermittlungen an die Oberamtfrau/den Oberamtmann (ohne gesetzliche Versöhnungsversuche)	1	7	2
Übermittlungen an die Kantonspolizei	273	283	253
Verfügungen betreffend Umwandlung von Geldstrafen und Bussen	2651	3566	4297
Nationale Rechtshilfegesuche	23	32	24

	2022	2023	2024
Internationale Rechtshilfegesuche	115	110	110
Klassierungen ohne Folge	114	117	422

1.1.2.3.2 Strafbefehle

Strafbefehle und Umwandlungsverfügungen	2022	2023	2024
rechtskräftige Strafbefehle	8949	10293	10317
Einsprachen gegen Strafbefehle mit Überweisung an die/den Polizeirichter/in	449	431	408
Total	9398	10724	10725

1.1.2.3.3 Anklageschriften

	2022	2023	2024
Anklageschriften mit Überweisung an die/den Polizeirichter/in	232	215	233
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	78	55	87
Anklageschriften mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	8	1	4
Anklageschriften mit Überweisung an das Jugendstrafgericht	6	5	6
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren	82	82	100
mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	0	0	0
Total	406	358	430

1.1.2.3.4 Selbständige nachträgliche Entscheidungen

Verfügungen des Strafvollzugsrichters	2022	2023	2024
rechtskräftige Verfügungen der Strafvollzugsrichterin/des Strafvollzugsrichters	11	6	6
Einsprachen gegen Verfügungen der Strafvollzugsrichterin/des Strafvollzugsrichters	0	0	0
Total	11	6	6

1.1.2.3.5 Verfahrensdauer

Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen sowie rechtskräftige Strafbefehle	2022	2023	2024
0 bis 1 Monat	16.29%	16.8%	24.99%
1 bis 2 Monate	24.16%	26.83%	21.99%
2 bis 3 Monate	19.08%	16.27%	15.18%
3 bis 6 Monate	25.28%	23.8%	22.85%
6 bis 12 Monate	10.26%	11.55%	9.94%
12 bis 18 Monate	2.78%	2.57%	2.75%

Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen sowie rechtskräftige Strafbefehle	2022	2023	2024
18 bis 24 Monate	0.93%	0.9%	0.99%
24 bis 36 Monate	0.69%	0.64%	0.46%
mehr als 36 Monate	0.53%	0.64%	0.85%

1.1.2.3.6 Verfügungen nach Deliktsart¹⁵

Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen sowie rechtskräftige Strafbefehle	2022	2023	2024
Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben (Art. 111 ff. StGB)	16	21	11
davon Fälle von fahrlässiger Tötung (Art. 117 StGB)	14	16	9
Strafbare Handlungen gegen die körperliche Integrität (Art. 122 ff. StGB)	976	1202	947
davon Fälle mit Gewaltdelikten (Art. 122, 133 und 134 StGB)	58	69	53
Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137 ff. StGB)	2394	3170	3549
Strafbare Handlungen gegen die sexuelle Integrität (Art. 187 ff. StGB)	147	211	211
davon Fälle mit dem Straftatbestand der Pornografie (Art. 197 StGB)	33	29	21
Andere Widerhandlungen gegen das Strafgesetzbuch	3435	4123	4100
Widerhandlungen gegen das Strassenverkehrsgesetz	4977	4757	5047
Widerhandlungen gegen das Bundesgesetz über die Betäubungsmittel	1095	1562	1544
davon Fälle, welche namentlich den Konsum von Betäubungsmitteln betreffen (Art. 19a BetmG)	976	1135	1158
Widerhandlungen gegen das Bundesgesetz über die	2762	3658	3794
Widerhandlungen gegen andere Spezialgesetze ¹⁶	2831	3512	3302
Widerhandlungen «Covid-19»	54	0	0

1.1.2.4 Untersuchungshaft

	2022	2023	2024
Anzahl Personen in Untersuchungshaft	197	211	214
Anzahl Hafttage	22444	17249	23571

1.1.2.5 Beschwerden

Von den Staatsanwältinnen/Staatsanwälten eingereichte Beschwerden	2022	2023	2024
Anzahl Beschwerden bzw. Berufung, die von den Staatsanwältinnen/Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht	14	5	11

¹⁵ Angesichts der Kumulation der strafbaren Handlungen kann dieselbe Verfügung mehrmals erfasst sein.

¹⁶ Einführungsgesetz zum Strafgesetzbuch, Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer, Bundesgesetz über Waffen, Waffenzubehör und Munition.

Von den Staatsanwältinnen/Staatsanwälten eingereichte Beschwerden	2022	2023	2024
Anzahl Beschwerden der Staatsanwältinnen/Staatsanwälte an das Bundesgericht	4	12	1

1.1.2.6 Verteidiger

	2022	2023	2024
Anzahl Bestellungen als amtliche/r oder unentgeltliche/r Verteidiger/in,	404	367	416
davon nach Turnusliste	50	40	55

Die oder der von der beschuldigten Person gewählte notwendige Verteidiger/in wird in der Turnusliste nicht berücksichtigt (vgl. Richtlinie 1.7 des Generalstaatsanwalts vom 12. Januar 2011 betreffend die Bestellung der Verteidiger/innen, Ziffer 5); diese Regel erklärt den Unterschied zwischen der Gesamtzahl der amtlichen Verteidiger/innen und jener gemäss Turnusliste.

1.1.2.7 Kontrolle durch die Generalstaatsanwältin/den Generalstaatsanwalt

Vor- und Nachkontrolle der Verfügungen der Staatsanwältinnen/Staatsanwälte, der Oberämter und des Jugendstrafrichters	2022	2023	2024
Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen	1	0	0
Einsprachen gegen Strafbefehle	0	7	1

Beilage

1.1.3 Statistische Tabelle

	2022	2023	2024
Eingetragene Verfahren	15283	16188	17455
Eingetragene Verfahren gegen bekannte Täterschaft	13672	14441	15531
Eingetragene Verfahren gegen unbekannte Täterschaft	1611	1747	1924
Eingetragene französischsprachige Verfahren	13062	14047	15429
Eingetragene deutschsprachige Verfahren	2221	2141	2026
Eingetragene ordentliche Verfahren gegen erwachsene Beschuldigte	15272	16176	17440
Eingetragene Verfahren vor dem Jugendgericht mit Teilnahme der Jugendstaatsanwältin/des Jugendstaatsanwalts	5	4	13
Eingetragene Verfahren der Strafvollzugsrichterin/des Strafvollzugsrichters	6	8	2

	2022	2023	2024
Hängige Verfahren	5277	5257	5541
Hängige sistierte Verfahren (Art. 314 Abs. 1 Bst. b bis d StPO)	213	226	205

	2022	2023	2024
Nichtanhandnahmeverfügungen	1547	1560	1709
Einstellungsverfügungen	826	835	887
Sistierungsverfügungen	945	1083	1291
Selbständige Einziehungsverfahren	0	0	0
Unzuständigkeitsentscheidungen (einschliesslich solche gegenüber den Oberämtern)	703	845	948
Nationale Rechtshilfeersuche	23	32	24
Internationale Rechtshilfeersuche	115	110	110
Rechtskräftige Strafbefehle	8949	10293	10317
Einsprachen gegen Strafbefehle und Überweisung an die/den Polizeirichter/in	449	431	408
Umwandlungsverfügungen betreffend Geldstrafen und Bussen	2651	3566	4297

	2022	2023	2024
Anklageschriften mit Überweisung an die/den Polizeirichter/in	232	215	233
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	78	55	87
Anklageschriften mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	8	1	4
Anklageschriften mit Überweisung an das Jugendstrafgericht	6	5	6
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren	82	82	100

	2022	2023	2024
Verfügungen der Strafvollzugsrichterin/des Strafvollzugsrichters	11	6	6
Einsprachen gegen Verfügungen der Strafvollzugsrichterin/des Strafvollzugsrichters	0	0	0

	2022	2023	2024
Anzahl Personen in Untersuchungshaft	197	211	214
Anzahl Hafttage	22444	17249	23571

	2022	2023	2024
Anzahl Beschwerden bzw. Berufungen, die von den Staatsanwältinnen/Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer bzw. Strafappellationshof)	14	5	11
Anzahl Beschwerden der Staatsanwältinnen/Staatsanwälte an das Bundesgericht	4	12	1

	2022	2023	2024
Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen durch die Generalstaatsanwältin/den Generalstaatsanwalt	1	0	0
Einsprachen der Generalstaatsanwältin/des Generalstaatsanwalts gegen Strafbefehle	0	7	1

Freiburg, den 24. Januar 2025

Fabien Gasser
Generalstaatsanwalt

Raphaël Brenta
Chefgerichtsschreiber